

ANATIS

Les eaux usées comme source de revenus

La PME belge Anatis, ensemblier industriel installé à Liège, a développé un système breveté de traitement des effluents qui permet de transformer les coûts d'épuration en source de développement. FRANÇOIS REMY

Naturel, automatique et breveté. Encore une fierté wallonne dans le chef d'Anatis, fondée en 2012. L'entreprise spécialisée dans l'étude et la réalisation d'installations industrielles a mis au point un système de traitement et de valorisation des rejets industriels liquides. Une solution pour un énième enjeu écologique, social et économique majeur qu'est l'assainissement des eaux usées. Les normes de rejets des effluents deviennent de plus en plus contraignantes. Au point de pénaliser la production et de fragiliser les perspectives de développement dans des secteurs comme l'agro-alimentaire. "On constate sur le terrain que de plus en plus de ces industriels font face à des coûts de traitement qui deviennent excessifs, des saturations de leur station d'épuration ou encore des difficultés à renouveler leur permis d'exploitation, observe Raphaël Anciaux, administrateur d'Anatis."

"Club Med pour bactéries"
Anatis revendique une alternative aux traitements conventionnels des eaux qui diminue jusqu'à 90 %



de la pollution. Son système propriétaire qu'elle commercialise, Fluid-Anyole, fonctionne selon un procédé de bio-méthanisation adapté aux effluents agricoles et agro-alimentaires. Sans sombrer dans la complexité technique, des bactéries digèrent les matières organiques présentes dans les liquides rejetés et le transforment en gaz. Ce gaz se trouve ensuite valorisé, rendant le système autonome énergétiquement (avec éventuellement un surplus d'énergie dont l'entreprise peut bénéficier).

"Il faut voir notre système comme un Club Med pour bactéries. En les maintenant dans des conditions et configurations optimales,

les bactéries permettent de réduire la charge organique, source principale de pollution des eaux usées agro-alimentaires", explique Thomas Reynders, directeur des opérations chez Anatis. Afin de concevoir un système fiable comme exigé par le secteur industriel, la société wallonne a noué des partenariats technologiques et stratégiques avec des acteurs réputés du pays, comme le Cebedeau, centre de recherche sur le traitement de l'eau, Henkens Frères pour l'installation industrielle sur site ou encore Van Wingen pour les moteurs de cogénération.

Economie circulaire

Avec son Fluid-Anyole, Anatis accompagne les PME industrielles dans une logique d'économie circulaire en inversant la vapeur financière, transformant des coûts de traitement croissants en un investissement régulier "vert et rentable". C'est en tout cas la démonstration que l'entreprise liégeoise retient de sa première installation réalisée au sein de la célèbre brasserie-fromagerie d'Orval. "La diminution de la pollution des eaux envoyées à la station d'épuration existante permet de consommer deux fois moins d'énergie. A cela s'ajoutent les aides à l'investissement de la Région wallonne ainsi que les certificats verts pour l'électricité produite par le biogaz", se félicite-t-on chez Anatis. Ce nouveau process a aussi permis aux trapistes d'internaliser le traitement de déchets (le lactosérum de la fromagerie et les levures de la brasserie) qui étaient auparavant traités puis évacués par camion. Il s'agit dès lors d'un investissement durable puisqu'il permet fortement de réduire leur bilan énergétique. **t**

L'ÉQUIPE D'ANATIS:
François-Xavier Geubel,
Jean-Charles et Thomas Reynders.

BPOST

La logistique urbaine peut aussi être durable

Les livraisons de colis ont un impact important sur les villes et leurs habitants. C'est pourquoi bpost développe des Ecozones dans plusieurs villes. Un projet qui met l'accent non seulement sur la mobilité sans émissions mais aussi sur les changements de comportement. ROEL VAN ESPEN

Ln matière de durabilité, le commerce électronique et les processus logistiques qui y sont associés n'ont pas la meilleure des réputations. Il s'agit pourtant d'un secteur en pleine évolution dans lequel de nouveaux besoins apparaissent constamment. "Cela nous oblige à remettre constamment en question notre façon de travailler et à nous transformer, affirme Gregory Perez, chef de projet de logistique urbaine chez bpost. Et les Ecozones urbaines sont un excellent exemple de nos efforts." Le modèle sous-jacent repose sur trois piliers. Le premier : des livraisons 100 % sans émissions grâce à des vélos électriques, des vélos-cargos et des fourgonnettes électriques. Le second : un réseau dense de points de collecte et de distributeurs de colis accessibles à pied depuis le domicile ou le lieu de travail. Le troisième : une gamme de services pour les communautés locales, notamment l'installation par bpost de *city hubs* à la péri-

phérie des villes, l'ouverture de ses distributeurs automatiques de colis comme points de retrait pour les commerçants et l'offre à ces derniers d'installations de stockage temporaire. "Cette combinaison permet de réduire considérablement le nombre de kilomètres parcourus par bpost et les résidents, explique Gregory Perez. Ces derniers peuvent facilement atteindre les points de ramassage à pied ou à vélo, ou s'arrêter sur le chemin du travail. Nous essayons donc de susciter des changements de comportement chez toutes les parties prenantes. La réduction des émissions de CO₂ et de particules est bénéfique pour la qualité de l'air et, en outre, la réduction des embouteillages et de la pollution sonore améliore la qualité de vie."

Projet pilote à Malines

En juillet 2021, bpost a introduit sa première Ecozone à Malines. Par la suite, Mons et Louvain ont également été sollicitées pour la livraison sans CO₂ de journaux, de lettres et de colis. D'autres villes, dont Louvain-la-Neuve et Namur,



développent actuellement leur Ecozone. D'ici 2025, bpost veut déployer le même concept dans les 25 plus grandes villes du pays. Ensemble, celles-ci regroupent une part importante de la population belge. L'entreprise s'est également engagée à organiser un dernier kilomètre totalement exempt d'émissions d'ici 2030.

La VUB mesure l'impact sur la durabilité

La cellule de recherche MOBI de la Vrije Universiteit Brussel (VUB) soutient bpost dans le suivi de l'impact de ses Ecozones sur la durabilité. Elle prend en compte tous les aspects tels que les émissions, la pollution atmosphérique, la pollution sonore, les kilomètres parcourus, les nuisances de la circulation et les dommages causés au revêtement routier. A Malines,



A Malines, l'Ecozone permet un gain global de durabilité de 32 % par rapport à la situation antérieure.” GREGORY PEREZ (BPOST)

MOBI a enregistré un gain global de durabilité de 32 % par rapport à la situation précédente. C'est le résultat d'une baisse des émissions de l'ordre de 97 % pour le CO₂ et de 77 % pour les particules, de 164 kilomètres quotidiens de moins parcourus par les camionnettes et d'une réduction du bruit de l'ordre de 49 % de décibels. **t**

GALLER

La chocolaterie est devenue une société à impact

Depuis le retour de Salvatore Iannello dans l'entreprise, la chocolaterie Galler s'est engagée dans une nouvelle stratégie de convergence d'intérêts et d'alignement avec la planète. Une mission accomplie à l'aide de l'intelligence collective. XAVIER BEGHIN

Ln faillite virtuelle en 2018, la chocolaterie Galler est allée rechercher Salvatore Iannello qui avait quitté l'entreprise en 2013 pour la remettre dans le droit chemin. L'ancien CEO avait accepté à trois conditions : injection de fonds, augmentation de l'ancrage belge et transformation de l'entreprise en une société à impact.

“Salvatore Iannello est revenu d'un voyage au long cours de plus de trois ans avec des idées bien précises, raconte Isabelle Petit Dufrenoy, *ethical and sustainability coordinator* chez Galler. Il ne voulait plus d'un modèle basé sur le rapport de force, que soit entre les hommes ou vis-à-vis de la planète dont les ressources sont limitées.

Management collaboratif

La mission de Galler est désormais d'incarner dans le secteur du chocolat une vision entrepreneuriale basée sur la convergence

L'impact commence sur le fonctionnement même de l'entreprise. Cette dernière a basculé dans le modèle collaboratif en avril 2021.



❶ PRIORITÉ a été donnée à l'action sur le terrain.

d'intérêts pour un monde durable et équitable. L'idée est d'arbitrer constamment entre les quatre P : Purpose (*'mission' en anglais, Ndlr*), Profit, People et Planet.” L'impact commence sur le fonctionnement même de l'entreprise. Cette dernière a basculé dans le modèle collaboratif en avril 2021. Au bout de 6.000 heures de formation distillées aux collaborateurs sur des sujets aussi variés que l'ego, la courbe du deuil ou la communication non violente, Galler est désormais organisée en cercles. Chaque employé, quel qu'il soit, a une voix et les décisions se prennent par consentement. Il n'y a plus de rapport hiérarchique mais un lien de cohérence basé sur la temporalité. Ce système d'autonomisation et de responsabilisation explique vraisemblablement pourquoi Galler a pu garder le cap face à la catastrophe des inondations.

Commerce équitable

Galler a aussi fait procéder à un audit environnemental poussé via l'outil PEF (Product Environmental Footprint) qui évalue l'impact d'un produit tout au long de son cycle de vie sur base de 16 critères différents. “95% de notre impact était centré sur les matières premières et la moitié sur les fèves de cacao, poursuit Isabelle Petit Dufrenoy. Priorité a donc été donnée à l'ac-

tion sur le terrain. Nous nous sommes associés à la coopérative Yeyasso à Man en Côte d'Ivoire, une région fortement impactée par la guerre civile et en voie de paupérisation. Nous avons basculé, pour 100% de notre cacao, dans la labellisation FairTrade, le plus complet de tous les labels. On assure à Yeyasso la vente d'un cinquième de toute leur production.” Mais en Côte d'Ivoire, il n'est pas possible de s'en sortir financièrement rien qu'avec le cacao. Galler, grâce au soutien de la Fondation Roi Baudouin et de Beyond Chocolate, s'est donc engagée dans deux programmes supplémentaires. “La justice sociale est nécessaire pour qu'il y ait une justice environnementale, explique Isabelle Petit Dufrenoy. Nous menons un projet d'agroforesterie : 60.000 arbres d'ombrage ont été plantés en trois ans. Ils maintiennent une biodiversité importante dans les cultures du cacao. Ce sont des arbres de rente qui permettent aussi de diversifier les revenus, notamment avec les arbres fruitiers. Enfin, nous avons lancé un programme d'autonomisation avec huit associations de femmes via des projets de culture de maïs, de manioc ou de riz. Ces cultures génèrent des revenus que les femmes gèrent. Cela leur permet de prendre plus de place dans l'organisation des villages.” ❶

JOB'IN

Catalyseur d'économie locale

La passion et le plaisir d'entreprendre... L'ASBL wallonne Job'In, fondée en 1997, propose une alternative novatrice en matière de lutte contre le chômage : créer sa propre entreprise. FRANÇOIS REMY

Lancer des entreprises qui ont une âme, à la fois inspirées et solidement ancrées dans l'économie réelle et locale. La vision de Job'In est de proposer des outils pour se positionner sur le marché à un public qui rencontre des défis liés soit à son profil, soit aux activités envisagées, ceci en toute convivialité et dans un esprit de liberté du candidat entrepreneur.

Remobilisation et transition professionnelle, montée en compétences, incubation, cette structure agréée d'accompagnement à l'auto-crédation d'emploi a déjà accompagné des milliers de personnes et conduit à 2.514 "jobs entrepreneuriaux" en 25 ans. Les "clients", appelés ici bénéficiaires, profitent d'un environnement stimulant qui facilite le lancement ou la reprise d'une activité en indépendant/très petite entreprise. "Trente personnes travaillent au quotidien pour aider les bénéficiaires à mûrir leur projet d'entreprise puis à le réaliser, par des conseils, des formations, des mises



PG

en relation", se félicite Marine Troisfontaines, directrice de Job'In. "Les conseillers et les formateurs constituent le cœur de la réussite de notre mission. Il règne un sentiment d'utilité, de participation positive à la société. Il y a tous les profils – économistes, juristes, experts en communication, etc. – qui ne travaillent pas ici pour l'argent mais pour le projet et ses impacts."

Win-win socioéconomique

Job'In a développé tout un microcosme économique avec pour fondations la relation à long terme et le partage de réseau professionnel.

↑ **JOB'IN** a déjà accompagné des milliers de personnes et conduit à 2.514 "jobs entrepreneuriaux" en 25 ans.

Aux formateurs issus de tous les domaines, du courtage d'assurance à la stratégie, s'ajoutent les collaborations étroites avec des institutions telles que le Forem, l'Inasti ou des acteurs locaux comme les villes. L'association a su s'entourer de banques conventionnelles ou d'investissement, devenues de véritables partenaires pour le financement des projets soutenus, notamment via le crowdfunding. "La préparation et le suivi de Job'In assurent une viabilité accrue des projets et donc une moindre prise de risque au niveau des investisseurs, explique la directrice. Il s'agit d'une relation win-win. Il y a un effet catalyseur qui se transmet dans la coordination entre les différentes organisations locales actives dans les régions ciblées."

Fort de sa dynamique territoriale de création d'emplois, ses sites couvrant les trois provinces wallonnes de Liège, de Namur et du Brabant, Job'In revendique une émulation économique avec le tissu social local, contribuant à la dynamique des territoires et au bien-être des citoyens.

Un cadre réglementaire limité

Si le taux de participation global qu'elle enregistrait jusqu'alors a diminué après la pandémie, Job'In entend y revenir par le bien-être individuel qu'il procure et plus largement son impact positif sur la société.

"Il faut aussi élargir le cadre d'action et pouvoir mettre en relation des publics cibles variés, des activités innovantes, des sources de financement mixtes. Ceci va parfois à l'encontre du cadre réglementaire qui nous est proposé", estime Marine Troisfontaines, qui pense revoir globalement le modèle d'entreprise et se tourner également vers de l'investissement privé. t

L'ASBL pense se tourner également vers de l'investissement privé.

PROXIMUS

#inspire2022

En 2020, Proximus a lancé sa stratégie d'entreprise #inspire2022. Le groupe y définit un certain nombre de priorités pour lesquelles il souhaite faire la différence. La résilience est l'un des piliers de la durabilité sur laquelle il mise. ROEL VAN ESPEN

Grâce à sa nouvelle stratégie, Proximus veut avoir un impact positif sur le monde qui l'entoure. En plus de se concentrer sur l'empreinte écologique, l'économie circulaire, la diversité et l'inclusion, le bien-être et la numérisation, le groupe de télécoms mise également sur la résilience, autre axe concret de sa stratégie.

“La pandémie de covid a mis en évidence l'importance de la connectivité pour une société résiliente, déclare Catherine Bals, responsable du développement durable. Tout à coup, il est devenu évident que des réseaux de télécommunications fiables étaient indispensables pour pouvoir communiquer avec nos familles et amis. Les entreprises ont été contraintes d'introduire le télétravail, et des connexions stables leur ont permis d'assurer la continuité des activités. Il va sans dire que les acteurs télécoms ont joué un rôle clé dans ce domaine.”

Stabilité et capacité

Proximus a déployé toutes sortes d'efforts pour assurer la stabilité de son réseau pendant les périodes de pointe. La société a fourni une capacité supplémentaire pour sup-

porter l'augmentation du trafic. “Nous avons également offert à nos utilisateurs des avantages temporaires, tels que des appels gratuits vers des lignes fixes et l'internet illimité à domicile, déclare Catherine Bals. Les indépendants et les PME ont pu compter sur une facturation flexible. Nous avons également aidé les nouveaux hôpitaux de Liège et de Roulers à être opérationnels plus tôt grâce au déploiement accéléré de la fibre optique. Proximus était par ailleurs membre de la *task force* nationale Data & Technology contre le covid. Et nous avons offert un soutien financier au centre d'appels Track & Trace du covid.”

Cyberattaques

La protection des données, la vie privée, la prévention de la fraude

“**Nous sommes très attachés à la connectivité, mais aussi à la protection des données, à la confidentialité, à la prévention de la fraude et à la cybersécurité.**”

CATHERINE BALS
(PROXIMUS)



et la cybersécurité sont également des préoccupations croissantes. “Depuis la pandémie, le nombre de pratiques de *phishing* ciblées et sophistiquées a augmenté dans le monde entier, souligne Catherine Bals. Depuis novembre 2020, nous travaillons avec le Centre belge de cybersécurité sur un bouclier anti-hameçonnage belge. En 2021, notre Cyber Security Incident Response Team a pu empêcher quelque 1.131.110 clients d'accéder à des sites web frauduleux.”

Outre le hameçonnage, une nouvelle tendance inquiétante est l'augmentation des attaques en déni de service distribué (DDoS pour Distributed Denial of Service, en anglais) : les cybercriminels font tomber les serveurs des entreprises en les bombardant constamment de données. Proximus a également intégré une protection dans son réseau contre cette menace.

Autres piliers durables

Grâce à des partenariats avec des organisations telles que Child Focus, MolenGeek, Technobel et 19, Proximus souhaite aussi renforcer les compétences numériques de la population belge. En outre, avec BNP Paribas Fortis, l'entreprise est le moteur de l'écosystème de connexion DigitAll. Proximus considère également qu'il est de sa responsabilité d'aider les personnes dans le besoin. Catherine Bals l'illustre par quelques initiatives : “160.000 familles bénéficient d'un tarif social, les réfugiés ukrainiens reçoivent des cartes prépayées, les écoles ont été équipées de 1.500 ordinateurs portables pendant la crise du covid et 400.000 victimes d'inondations en Wallonie ont obtenu 50 Go de données mobiles gratuites”. 

VIVAQUA

Épargner 2 millions de mètres cubes d'eau potable par an

Coûteuses pour l'environnement, le consommateur et l'infrastructure, les fuites sur les réseaux de distribution d'eau alimentent un plan d'action innovant chez le gestionnaire bruxellois Vivaqua. FRANÇOIS REMY

La production et la distribution d'eau potable, ça ne coule pas de source. En 2019, l'opérateur bruxellois Vivaqua n'a pas pu facturer 13 % des volumes "d'or bleu" produits. L'entreprise publique a dès lors initié un plan d'action pour y remédier. Avec un objectif bien particulier : ne pas produire "à perte" quelque 2 millions de mètres cubes par an en Région de Bruxelles-Capitale, soit la consommation annuelle des Jettois. "Le projet vise à réduire les fuites grâce à l'utilisation de nouvelles technologies pour gagner en efficacité et performance : sectorisation, logiciels intelligents et recourt aux images satellites", évoque Miguel Sebastian Santamaria, responsable du projet.

Gain écologique profitable

La sectorisation consiste à augmenter le nombre de zones de distribution délimitées par des compteurs et des vannes. Ces secteurs


permettent d'objectiver plus facilement les débits entrants/sortants et, a fortiori, de détecter les pertes plus rapidement. Pour le *smart monitoring*, le gestionnaire recourt à un logiciel d'analyse continue entre la consommation effective et celle estimée. L'algorithme alerte en cas d'écart significatif mais collationne aussi les petites différences. Cela permet de prioriser les développements de la sectorisation ou d'entamer des recherches systématiques de fuites sur le terrain. Quant à la détection par satellite, Vivaqua utilise le même procédé que la Nasa pour rechercher de l'eau sur la Lune : un scanner embarqué en orbite passe en revue la surface terrestre pour repérer des sols gorgés d'eau potable. Avec une efficacité incomparable par rapport aux méthodes classiques.

"Nous avons pour vision de réduire les pertes d'eau potable dans un contexte de stress hydrique généralisé. Mais aussi de réduire les conséquences des fuites pour l'ensemble de nos 2,25 millions de clients répartis sur les trois Régions, précise Laurence Bovy, directrice générale. Le gain économique constitue une conséquence secondaire de l'objectif écologique." Même en épargnant



2 millions annuellement, moins de fuites ne signifie qu'une production légèrement réduite (120 millions de m³ en 2021). Il s'agit néanmoins d'une protection accrue de la ressource en eau. Le plan d'action a porté ses fruits puisque l'année dernière, Vivaqua a réduit à 9,5 % les volumes d'eau non facturés.

Ressource de bien-être

Vivaqua préserve l'eau potable, une ressource vitale, sur plus de 3.100 km de conduites en Région bruxelloise. Mais comme toute entreprise, ce producteur et gestionnaire de réseau se doit de concilier rentabilité et durabilité. La société des eaux ne peut pas se permettre de fermer le robinet, même lors de situations inédites comme des confinements. Vivaqua revendique en priorité la protection et le bien-être, tout en devant assurer ses missions. La résilience se traduit principalement en évitant de façon préventive les conséquences des fuites. "Les réparations préventives et planifiées génèrent moins de coûts et moins d'impact – pour les citoyens comme pour le personnel – que les réparations effectuées dans l'urgence après l'apparition de dégâts", souligne Miguel Sebastian Santamaria. 

Les réparations préventives et planifiées génèrent moins de coûts et moins d'impact que les réparations effectuées dans l'urgence.